



Retrouvez-nous stand E-41 du 31 mai au 2 juin 2016
Paris > Porte de Versailles

Obtenez votre badge visiteur gratuitement

Droit public

Gouvernance & Organisation

[Légalité du refus de publication d'une tribune de l'opposition dans le bulletin d'information municipale s'il ressort à l'évidence de son contenu qu'un tel article est de nature à engager la responsabilité pénale du directeur de la publication](#)

Dans une décision du 20 mai 2016, le Conseil d'État apporte une limitation au droit d'expression de l'opposition municipale en consacrant pour le Maire un motif de refus de publication...

[Nouvelles dérogations au principe selon lequel le silence de l'Administration vaut acceptation](#)

De nouvelles dérogations au principe selon lequel le silence conservé par l'Administration pendant deux mois vaut acceptation viennent d'être posées par un décret du 19 mai 2016...

[Élections départementales : l'annulation de l'élection d'un membre d'un binôme implique nécessairement celle de l'autre membre du binôme](#)

Le Conseil d'État vient de préciser dans une décision du 13 mai dernier que le juge électoral qui fait droit à une contestation dirigée contre l'élection d'un conseiller

départemental doit prononcer nécessairement l'annulation de l'élection des deux élus qui composaient le binôme...

Commande publique

[Substitution d'un candidat en cours de procédure](#)

Dans une décision rendue le 24 mai 2016, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) s'est prononcée sur les conditions dans lesquelles l'identité du candidat peut changer en cours de procédure...

[La reprise des relations contractuelles suite à une mesure de résiliation doit être clairement demandée](#)

Par un arrêt du 4 mai 2016, la Cour administrative d'appel de Bordeaux fait application du principe désormais bien connu selon lequel le juge du contrat ne peut prononcer l'annulation d'une mesure de résiliation...

[Compétence du juge du référé précontractuel pour apprécier la compétence de la personne morale de droit privé à candidater à un contrat de la commande publique](#)

Par un arrêt du 4 mai 2016, le Conseil d'État a considéré que le juge du référé précontractuel n'était en principe pas compétent pour vérifier si l'exécution d'un contrat de la commande publique auquel une personne morale de droit privé se porte candidat...

[Fixation des modalités d'attribution et d'exploitation des concessions hydroélectriques](#)

Le décret n° 2016-530 du 27 avril 2016, publié au Journal officiel du 30 avril, fixe de nouvelles modalités d'attribution et d'exploitation des concessions hydroélectriques...

Partenariats public-privé

[Définition du coût prévisionnel global du contrat de partenariat](#)

Dans une décision du 11 mai 2016, rendue à propos du contrat de partenariat du nouveau stade de Bordeaux, le Conseil d'État apporte d'utiles précisions quant à l'information devant être donnée aux élus en application de l'article L. 1414-10 et D. 1414-4 du Code général des collectivités territoriales...

Urbanisme, immobilier, construction

[Application dans le temps de la définition du lotissement](#)

Par un arrêt du 20 mai 2016, le Conseil d'État fournit d'utiles précisions quant à l'application dans le temps des définitions successives de la notion de lotissement...

[Conclusion d'un bail à construction sur le domaine public : admission sous réserves](#)

Par un arrêt du 11 mai 2016, le Conseil d'État fournit d'importantes précisions sur les modalités de conclusion d'un bail à construction sur le domaine public...

Économie mixte et service public

[Le caractère privé de la convention conclus entre un centre hospitalier et des sociétés privées de transport en vue de faciliter le rapatriement des usagers vers leur domicile](#)

La « charte de tour de rôle des transports sanitaires privés agréés et des sociétés de taxis conventionnés » par laquelle le CHRU de Montpellier met en relation ses usagers avec des sociétés de transports...

[Des précisions sur l'organisation et le fonctionnement des groupements hospitaliers de territoire](#)

Mesure phare de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 *de modernisation de notre système de santé*, l'article 107 prévoit la création de groupements hospitaliers de territoire

Fonctions publiques

[L'insuffisance managériale comme motif de licenciement d'un agent contractuel](#)

Dans un arrêt rendu le 20 mai 2016, le Conseil d'État juge que le licenciement pour insuffisance professionnelle d'un agent contractuel peut se fonder sur les insuffisances managériales de cet agent, sans que ne soit par ailleurs remise en cause la suffisance de ses connaissances techniques...

Droit privé



Droit privé et collectivités publiques

[Assurance dommages-ouvrage : restitution des sommes versées par l'assureur à défaut d'affectation](#)

Il appartient à l'assuré de démontrer qu'il a réalisé les travaux de reprise et d'en établir le coût. L'assureur est en droit d'obtenir la restitution des sommes excédentaires...

[Droit de la presse : le délai de prescription est suspendu entre le dépôt d'une plainte avec constitution de partie civile et le versement de la consignation](#)

Les 28, 29 juin et 3 juillet 2012, plusieurs articles étaient publiés sur un site internet qui mettait en cause le directeur d'un centre hospitalier. Le 11 septembre 2012, ce dernier déposait une plainte et se constituait partie civile pour diffamation publique...

Entreprises privées

[Propriété intellectuelle : la protection d'une marque renommée est offerte dès lors que la similitude entre cette marque et une marque postérieure est suffisante pour que le public soit susceptible d'établir un lien entre elles deux.](#)

Une société titulaire d'une marque « renommée » avait constaté qu'une autre société utilisait des panneaux publicitaires qui empruntaient les signes de sa marque...

[Associations : le droit de veto ne porte pas atteinte au principe selon lequel une association ne peut être constituée ou dirigée par une seule personne](#)

Le 23 septembre 2009, une association immobilière réunissait son conseil d'administration pour en renouveler les membres, hormis un membre de droit...

Dernières publications



[Utiles précisions sur le recours Tarn-et-Garonne](#)

Romain Lauret – François Fourmeaux, Contrats publics, mai 2016. Les modalités du recours en contestation de validité du contrat, telles que définies par la jurisprudence Tropic, survivent pour les actions intentées par les concurrents évincés contre les contrats conclus avant le 4 avril 2014. Quant aux moyens invocables par les concurrents évincés dans le cadre d'un recours Tarn-et-Garonne, ils sont réduits à ceux relatifs aux manquements aux règles applicables à la passation du contrat et qui sont « en rapport direct » avec l'éviction.



Retrouvez-nous stand E-41 du 31 mai au 2 juin 2016
Paris > Porte de Versailles

Obtenez votre badge visiteur gratuitement